

## INTERVENTION DE MONSIEUR ISSA MARTIN BIKIENGA

*Secrétaire exécutif adjoint*

*du Comité **permanent** Inter Etats de Lutte Contre la Sécheresse **dans le** Sahel*

Merci. Je voudrais saisir cette opportunité pour remercier à nouveau M. de Charette qui nous donne l'occasion de parler de questions aussi importantes à la fois pour le Sahel et pour l'Afrique. Ma communication porte sur l'efficacité de l'aide alimentaire au Sahel et va s'articuler autour des points suivants : une introduction, ensuite, les crises **alimentaires** au Sahel d'hier à aujourd'hui. Le troisième point traitera de l'aide alimentaire entre efficacité et perversité. Le cinquième point traitera de l'aide alimentaire à la sécurité alimentaire. Quelles sont les solutions à venir ? Nous concluons ensuite.

En introduction, que pouvons nous dire ? Il faut savoir que l'aide alimentaire est à la fois une question importante, et une question d'actualité. Importante pourquoi ? Parce qu'elle est présente dans les principales préoccupations des dirigeants africains. C'est une question d'actualité pour la bonne raison que l'année 2005 a été une année particulièrement difficile pour un pays comme le Niger. Et pour rester dans l'actualité, nous dirons que l'année 2005 constitue un repère également important. Ce que l'on peut également affirmer, c'est que l'aide alimentaire est une pratique qui dure depuis plus de trente ans. Malgré tout, les crises alimentaires persistent. C'est pourquoi nous sommes en droit de questionner son efficacité.

### 1- Les crises alimentaires au Sahel, d'hier à aujourd'hui.

Le Sahel a toujours connu des famines. Il y a eu les famines précoloniales, les famines coloniales et aussi des famines post-coloniales. Sans remonter très loin dans l'histoire de ces famines, nous allons rappeler simplement deux repères importants. Ce sont les années 1973 et 1984. Pourquoi ? Parce que ces années rappellent des drames. Il faut savoir également qu'elles signifient pour le Sahel de nombreuses ruptures :

- *Une rupture écologique*, avec la baisse de la pluviométrie, la persistance de la sécheresse et la pression humaine sur les ressources naturelles qui ont accéléré le processus de désertification.

- *Une rupture socio-économique*, provoquée par l'urbanisation du Sahel, sous-tendue par la remise en cause des systèmes traditionnels de gestion du risque ; l'augmentation de besoins monétaires ; l'affaiblissement des solidarités traditionnelles.

- *Une rupture dans les politiques publiques* en raison du fort endettement des pays sahéliens ayant conduit ces derniers à réformer leurs politiques agricoles et alimentaires et à revoir l'ensemble de leurs ambitions à la baisse.

Quelles ont été les conséquences de ces ruptures ? Il s'est installé une insécurité alimentaire persistante. Il y a eu par la suite des crises graves et fréquentes, liées à la vulnérabilité structurelle, et enfin la faim et la malnutrition sont devenues des réalités de la vie quotidienne.

## 2- De l'aide alimentaire au Sahel, entre efficacité et perversité

A priori, on ne peut pas affirmer que l'aide alimentaire n'est pas efficace, dans la mesure où grâce à elle, beaucoup de pays sahéliens ont pu, dans des périodes difficiles, sauver des populations en difficulté.

Toutefois, l'aide alimentaire a parfois créé une situation de dépendance alimentaire. Pourquoi ? Parce que l'aide alimentaire, souvent basée sur l'importation de produits étrangers, a créé des changements dans les habitudes alimentaires et cela a été également l'occasion d'introduire dans la région sahélienne des produits que la région elle-même n'est pas en mesure de cultiver. Cela a contribué à créer ce que l'on peut appeler une certaine dépendance alimentaire. De plus, l'aide alimentaire et le marché cohabitent difficilement. Quand elle est distribuée gratuitement, l'aide alimentaire peut déstabiliser économiquement un pays. Prenons l'exemple de l'aide alimentaire qui arrive au moment des récoltes. Tout le monde sait qu'au moment des récoltes, il y a une baisse progressive des prix, et il n'est pas rare de voir que c'est à ce moment également que l'aide alimentaire arrive. Autrement dit, il y a une accélération de la chute des prix et cela déstabilise l'économie du pays concerné.

L'aide alimentaire est parfois peu connectée aux besoins réels des bénéficiaires, et cela pose le problème de leur estimation. Quelques fois, l'aide est en deçà des besoins, d'autres fois, au-delà. Ce n'est pas en tout temps que l'on est en mesure de faire une appréciation juste des besoins des bénéficiaires.

Enfin, l'aide alimentaire est souvent combattue mais souvent attendue. Pourquoi ? Pour des raisons de visibilité. Bien que la plupart des protagonistes –Etats, ONG et donateurs- reconnaissent l'ensemble des risques induits par une utilisation abusive ou inappropriée de l'aide alimentaire, force est de constater que la tentation est souvent grande d'y avoir recours, pour des raisons de visibilité. Ces trois acteurs peuvent à un moment ou à un autre y être conduits et sont prêts à contester, voire à chercher à manipuler les données et les analyses issues de dispositifs d'information pour parvenir à leurs fins.

Ces multiples difficultés ont conduit à considérer que l'aide alimentaire était par nature un outil de gestion de crise extrêmement difficile à mettre en œuvre dans de bonnes conditions. Ceci a amené les sahéliens et leurs partenaires à réfléchir dans plusieurs directions.

Comment limiter l'usage de l'aide aux seules situations où il n'existe pas d'alternative plus efficace et comment dans ces cas améliorer les pratiques, afin d'améliorer l'efficacité de l'aide et en limiter les effets pervers ? Comment promouvoir des alternatives d'aide alimentaire s'appuyant sur les ressources locales, achats locaux et aides triangulaires par exemple ? Comment renforcer les institutions ou les organisations locales et les mécanismes de prévention et de gestion des crises alimentaires mises en œuvre par les communautés et les ménages ?

### 3- De l'aide alimentaire à la sécurité alimentaire : solutions d'avenir.

La question de l'efficacité de l'aide alimentaire se pose surtout sur le moyen et le long terme. Pour améliorer son efficacité et lui donner tout son sens, il y a nécessité et urgence d'évoluer de l'aide alimentaire à la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire est un droit fondamental de l'Homme. Si l'aide alimentaire contribue à la réalisation de cette sécurité alimentaire en ce moment, elle joue pleinement son rôle.

Pour améliorer l'efficacité de l'aide alimentaire, quels sont les éléments de solutions que nous proposons ?

- *Respecter les clauses de la Charte sur l'aide alimentaire.* Les neuf pays membres du CILSS ont adopté ce que nous appelons une Charte sur l'aide alimentaire. Assez souvent, les clauses de cette charte sur l'aide alimentaire ne sont pas respectées. Ceci tient à une information insuffisante et à une intrusion des politiques dans les systèmes d'analyse et de décision, à des données non partagées et aux réponses **non** consensuelles dans les pays sahéliens.

- *Eviter de privilégier les aides alimentaires conjoncturelles comme réponse aux problèmes d'insécurité alimentaires structurels.* A ce niveau, il s'agit de faire la différence entre l'insécurité alimentaire structurelle et l'insécurité alimentaire conjoncturelle. Assez souvent, la forte médiatisation des crises alimentaires masque la réalité et empêche les donateurs de faire une intervention appropriée. **Quelquefois** elle peut aller jusqu'à provoquer une instabilité politique dans certains pays concernés si la réalité des faits n'est pas établie.

- *Intégrer l'aide alimentaire dans les politiques de développement agricole et rural des pays bénéficiaires.* Cet élément nous ramène encore à la Charte sur l'aide alimentaire, qui dispose que cette aide doit s'inscrire dans les politiques de développement.

- *Développer les capacités de production locale et promouvoir les échanges.* **Au** moyen de technologies appropriées, il est possible d'accroître le niveau de production agricole au Sahel. Il faut également promouvoir les échanges. On ne peut pas parler aujourd'hui de réalisation de la sécurité alimentaire sans parler de marchés. Les deux aspects sont intimement liés.

- Il faut *orienter davantage les ressources financières qui sont mobilisées pour faire la construction d'une sécurité alimentaire durable*. Pourquoi ? Nous avons l'habitude de constater que lorsque survient une famine, les donateurs sont capables très rapidement de mobiliser des sommes énormes pour aider les pays concernés à sortir de leur crise. Mais lorsqu'il s'agit d'investir réellement dans la construction de la sécurité alimentaire de manière durable, très peu de donateurs vont dans ce sens, et cela pose problème. Au CILSS, quelle est la solution que nous avons adoptée pour l'ensemble de nos pays membres ? En décembre 2000, le CILSS a fait adopter à Bamako au Mali par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement un cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans **une** perspective **de** lutte contre la pauvreté. Ce cadre stratégique a fait l'objet de stratégies nationales. Chaque pays a sa propre politique nationale déclinée à partir de ce cadre stratégique. Elles font actuellement l'objet d'opérationnalisation à travers des projets et programmes.

**Ce cadre stratégique de sécurité alimentaire durable s'articule autour de cinq objectifs spécifiques :**

- *Objectif spécifique numéro 1* : Promouvoir une agriculture plus productive, plus diversifiée, durable et régionalement mieux intégrée.
- *Objectif spécifique numéro 2* : Développer les marchés nationaux et les rendre plus développés, plus fluides et mieux intégrés au niveau de la sous-région.
- *Objectif spécifique numéro 3* : Améliorer durablement les conditions d'accès des groupes et zones vulnérables à l'alimentation et aux services sociaux de base.
- *Objectif spécifique numéro 4* : Améliorer durablement les dispositifs de prévention et **de** gestion des crises conjoncturelles, en cohérence avec la construction de la sécurité alimentaire.
- *Objectif spécifique numéro 5* : Renforcer les capacités des acteurs et assurer la promotion d'une bonne gouvernance de la sécurité alimentaire.

En conclusion, je rappellerai qu'après trente ans de pratique, l'efficacité de l'aide alimentaire reste toujours mitigée. Pourtant, les crises alimentaires au Sahel et en Afrique peuvent être jugulées et maîtrisées. Nous pensons que la solution à long terme est l'investissement dans le développement durable et la lutte contre la pauvreté. Nous souhaitons que cet appel trouve un écho favorable **auprès** de l'ensemble de la communauté internationale. Je vous remercie de votre aimable attention.

[...]

Questions Réponses

**Richard Michel**

Merci Madame la Ministre. Avant de repasser la parole à la salle, je voudrais repasser la parole à Monsieur Bikienga qui observe au niveau du Sahel ce qui se passe. Est-ce que les Etats notamment dans cette région que vous supervisez, au niveau de leur volonté et de la connaissance de ce qui se passe, est-ce qu'on n'a pas les moyens de faire un audit simple qui permet de voir où sont les dysfonctionnements pour apporter ensuite des réponses, qu'elles soient locales, de politique plus durable ? Est-ce que vous ne pensez pas que les Etats, notamment certains Etats africains, ont une part de responsabilité ? Je ne dis pas que les Etats européens, la France ou les ONG n'en ont pas, mais ne pensez-vous pas qu'il est temps de faire un audit ?

### **Réponse de Monsieur Issa Bikienga**

Merci pour cette remarque tout à fait pertinente. Je dois dire que nous sommes une organisation qui se remet constamment en cause. Nous animons un Réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires au Sahel qui se réunit périodiquement. Nous venons de quitter cette semaine à Paris une réunion de ce réseau. Au cours de telles réunions, nous revoyons ensemble comment nous allons aborder les questions alimentaires au Sahel. On passe en revue les dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires, nos méthodes de travail ; bref, nous nous remettons en cause.

Je vous ai parlé de la Charte sur l'alimentaire, en disant qu'elle a fait ses preuves. Nous sommes pourtant tous d'avis qu'elle peut être encore améliorée. Nous cherchons une amélioration dans tout ce que nous faisons. S'agissant de la situation du Niger, mon voisin de gauche, Monsieur Johnny EGG, dans son intervention sur la crise alimentaire dans ce pays, vous a permis de vous rendre compte de la différence entre la réalité de terrain et la médiatisation faite autour du phénomène de la crise alimentaire. Il a fallu un audit de terrain pour analyser la médiatisation et les réalités de la famine au Niger. Cet audit a été très intéressant, et des enseignements en ont été tirés. Voilà ce que je peux dire. Pour répondre à votre préoccupation.